

République du Sénégal

Un Peuple – Un But – Une Foi

MINISTERE DE L'ECONOMIE

ET DES FINANCES



RAPPORT TRIMESTRIEL D'EXECUTION BUDGETAIRE

TROISIEME TRIMESTRE 2013

SOMMAIRE

I. CONTEXTE.....	4
II. RESSOURCES INTERNES DU BUDGET GENERAL	4
III. DEPENSES DU BUDGET GENERAL	6
III.1. Dépenses sur ressources internes hors personnel.....	8
III.1.1 Les dépenses ordinaires hors personnel :	8
III.1.2 Les dépenses en capital sur ressources internes:	11
III.2 Dépenses de personnel	13
IV. LES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR.....	15
IV.1 Les comptes d'affectation spéciale.....	15
IV.1.1 le Fond national de Retraite (FNR)	15
IV.1.2 Les autres comptes d'affectation spéciale	17
IV.2 Le compte de commerce.....	17
IV.3 Les comptes de prêts.....	17
IV.4 Les comptes d'avance	17

Liste des Graphiques :

Graphique 1: Evolution des taux de réalisation des recettes budgétaires	6
Graphique 2: Service de la dette publique au titre du 3 ^{ème} trimestre 2013 (en milliards)	9
Graphique 3: Répartition des dépenses d'investissement par titre au 30/09/2013	13
Graphique 4: Evolutions comparées des masses salariales de 2012 et de 2013 (en milliards)	14
Graphique 5: Masse salariale mensuelle et cumul de janvier à septembre 2013 (en milliards)	15
Graphique 6: Situation du FNR au 3 ^{ème} trimestre 2013 (en milliards)	16
Graphique 7 : Evolutions comparées des recettes et des dépenses du FNR de 2012 et de 2013 (en milliards)	17

Liste des tableaux

Tableau 1: Situation d'exécution des recettes budgétaires au 30 septembre 2013 (en milliards)	6
Tableau 2: Situation d'exécution des dépenses du budget général au 30/09/2013 (en milliards)	7
Tableau 3: Service de la dette publique au titre du 3 ^{ème} trimestre 2013 (en milliards)	9
Tableau 4: Evolution des taux d'exécution des dépenses de fonctionnement	10
Tableau 5: Evolution des niveaux d'exécution des dépenses de transferts courants	10
Tableau 6: Evolution des taux d'exécution des investissements exécutés par l'Etat	11
Tableau 7: Evolution des taux d'exécution des transferts en capital	12
Tableau 8: Evolution de la masse salariale au troisième trimestre 2013 (en milliards)	14
Tableau 9: Recettes du FNR et nombre de cotisants au 3 ^{ème} trimestre 2013	15
Tableau 10: Dépenses du FNR et nombre d'allocataires au 3 ^{ème} trimestre 2013	16

Liste des annexes

ANNEXE 1: Situation des recettes du budget général au 30/09/2013 (en milliards)	18
ANNEXE 2: Situation des comptes spéciaux du Trésor au 30 septembre 2013 en FCFA	19
ANNEXE 3: Taux d'engagement ordonnés des crédits du budget général par section au 30 septembre 2013 (hors dette et hors personnel)	20
ANNEXE 4 : Situation provisoire d'Exécution budgétaire par section et par Titre	21

I. CONTEXTE

Le présent rapport a pour objet de rendre compte, au titre des opérations du troisième trimestre, de l'exécution de la loi n°2012-18- du 17 décembre 2012 portant loi de finances pour l'année 2013, modifiée par la loi n°2013-03 du 8 juillet 2013 portant loi de finances rectificative. Il est destiné à l'information des députés, conformément aux dispositions de l'article 70 de la loi n°2011-15 du 8 juillet 2011 portant loi organique relative aux lois de finances. Il est également mis à la disposition du public, conformément à l'exigence de transparence, réaffirmée par la loi n°2012-22 du 27 décembre 2012 portant code de transparence dans la gestion des finances publiques, notamment au point 6 de son annexe.

Le présent rapport décrit la situation d'exécution des recettes et des dépenses du budget général et des comptes spéciaux du Trésor au 30 septembre 2013 et procède également à une analyse comparative par rapport à la même période de l'année précédente.

Il est important de souligner que les crédits de fonctionnement des postes diplomatiques et consulaires du Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur, mobilisés par autorisation d'exécution (AE), ne sont pas comptabilisés dans la présente situation d'exécution du fait que ces structures de l'extérieur du pays ne sont pas encore connectées au SIGFIP.

II. RESSOURCES INTERNES DU BUDGET GENERAL

Les ressources internes du budget général recouvrées au cours du troisième trimestre 2013 se chiffrent à un montant de 507,747 milliards, soit une baisse de 8,103 milliards par rapport au trimestre précédent. Cette baisse, atténuée par la hausse des recettes non fiscales (+5,23 milliards) et des autres recettes (+74,41 milliards), est expliquée par les recettes fiscales (-87,743 milliards).

La baisse du recouvrement des recettes fiscales est due principalement aux impôts sur le revenu, les bénéfiques et gains en capital qui ont diminué de 82,22 milliards.

Quant aux recettes non fiscales, leur augmentation est liée essentiellement aux produits financiers qui ont évolué de 9,6 milliards par rapport au deuxième trimestre.

S'agissant des autres recettes, la forte hausse des émissions d'obligations du Trésor de 114,8 milliards est à l'origine de leur tendance haussière.

En cumul au 30 septembre 2013, les recettes internes du budget général ont été recouvrées pour un montant de 1483,647 milliards sur une prévision annuelle de la LFR d'un montant de 2109,47 milliards ; soit un niveau de réalisation de 70,3%.

Les recettes fiscales et non fiscales se sont établies à 1054,297 milliards pour un objectif de 1186,9 milliards, soit une moins-value d'un montant de 132,6 milliards imputable essentiellement aux recettes fiscales. Ces dernières sont recouvrées à hauteur de 995,197 milliards contre un objectif de 1116,9 milliards.

La contre performance du recouvrement des recettes fiscales est attribuable principalement aux impôts et taxes intérieures sur les biens et services.

En effet, les impôts et taxes intérieurs sur les biens et services se sont chiffrés à un montant de 489,729 milliards, soit une moins-value de 241,5 milliards par rapport à l'objectif de 731,2 milliards. Cette situation reflète, d'une part, l'effet de la réforme relative à la suppression du précompte de TVA au niveau des grandes entreprises et des établissements publics et agences, et d'autre part, la baisse du chiffre d'affaires dans des secteurs porteurs de TVA.

Par rapport à la même période de l'année 2012, les recouvrements sur les recettes fiscales et non fiscales se sont inscrits en baisse de 10,4 milliards, soit 0,98%.

Ce recul est attribuable principalement à la taxe sur la valeur ajoutée intérieure hors pétrole et aux recettes non fiscales.

La taxe sur la valeur ajoutée intérieure hors pétrole est arrêtée à un montant de 148,84 milliards au 30 septembre 2013, en baisse de 27,8 milliards par rapport à la même période de l'année 2012 où elle se chiffrait à un montant de 176,6 milliards.

S'agissant des recettes non fiscales, elles sont arrêtées à un montant de 59,1 milliards au 30 septembre 2013 contre 67,5 milliards un an auparavant ; soit une baisse de 8,4 milliards due principalement à la non reconduction des redevances au titre des appels entrants de 2012 d'un montant de 27,6 milliards

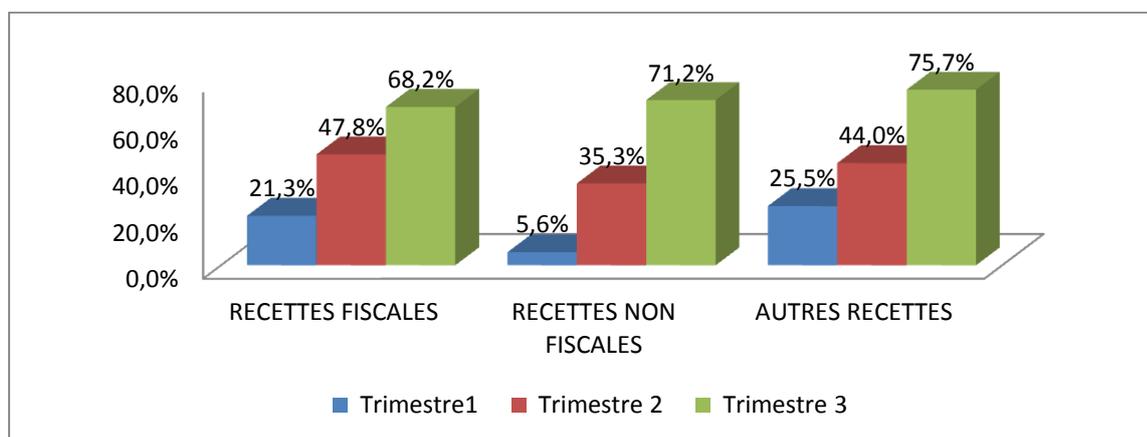
Les autres recettes, composées principalement des dons budgétaires, des emprunts (bons et obligations du Trésor, emprunts programmes), des recettes exceptionnelles et des remboursements de prêts rétrocédés, sont arrêtées au 30 juin 2013, à un montant de 429,35 milliards dont 375 milliards d'emprunts et 29,55 milliards de recettes exceptionnelles (PPTE/IADM).

Le détail des recettes du budget général est donné en annexe 1 du présent document et le graphique ci-après permet d'apprécier l'évolution des taux de réalisation des recettes entre le premier, le deuxième et le troisième trimestre 2013.

Tableau 1: Situation d'exécution des recettes budgétaires au 30 septembre 2013 (en milliards)

Nature de la recette	Prévisions LFI	Prévisions LFR	Réalisations Trim. 1	Réalisations Trim. 2	Réalisations Trim. 3	Cumul au 30 septembre 2013	Taux de réalisation
RECETTES FISCALES	1492,5	1459	310,8	386,07	298,327	995,197	68,2%
Impôts directs	423,2	410,7	102,96	149,55	65,39	317,9	77,4%
Impôts indirects	1069,3	1048,3	207,84	236,52	232,937	677,297	64,6%
RECETTES NON FISCALES	77,4	83	4,65	24,61	29,84	59,1	71,2%
TOTAL RECETTES FISCALES ET NON FISCALES	1569,9	1542	315,45	410,68	328,167	1054,297	68,4%
AUTRES RECETTES	483,65	567,47	144,6	105,17	179,58	429,35	75,7%
TOTAL RECETTES INTERNES	2053,55	2109,47	460,05	515,85	507,747	1483,647	70,3%

Graphique 1: Evolution des taux de réalisation des recettes budgétaires



III. DEPENSES DU BUDGET GENERAL

Prévus pour un montant global de 2053,550 milliards dans la loi de finances initiale pour 2013, les crédits du budget général ont été portés à 2141,974 milliards du fait d'une part, des crédits additionnels de la première loi de finances rectificative (55,920 milliards) et d'autre part, des reports de crédits d'investissement (25,765 milliards) et des actes réglementaires d'ouverture de crédit (6,739 milliards).

Au 30 septembre 2013, ces crédits sont engagés à hauteur de 1530,835 milliards, soit un taux d'exécution de 71,47%.

Ces engagements sont ordonnancés pour un montant de 1434,771 milliards et payés à hauteur de 1368,937 milliards au 30 septembre 2013.

Le tableau suivant résume les différents niveaux d'exécution du budget général par titre au 30 septembre 2013.

Tableau 2: Situation d'exécution des dépenses du budget général au 30/09/2013 (en milliards)

Titre	Prévision LFI	Modifications	Report de crédits	Total prévision	Engagement	taux d'engagement des crédits	Liquidation	Taux de liquidation des engagements	Ordonnement	Taux d'ordonnement des liquidations	Paiement	Reste à payer ou à prendre en charge
		(2)	(3)	(4) = 1+2+3	(5)	(6)= 5/4	(7)	(8) = 7/5	(9)	(10)=9/7	(11)	(12) = 7 - 9
Titre 1- Dette publique	440,850	-27,880		412,970	269,970	65,37%	269,970	100,00%	269,970	100,00%	269,970	0,000
Titre 2- Dépenses de personnel	467,100	10,000		477,100	345,757	72,47%	345,757	100,00%	345,757	100,00%	345,757	0,000
Titre 3- Dépenses de fonctionnement	352,095	-12,976		339,119	271,762	80,14%	213,993	78,74%	213,010	99,54%	174,832	38,178
Titre 4- Transferts courants	278,205	51,585		329,790	266,571	80,83%	266,571	100,00%	266,571	100,00%	262,815	3,756
Total dépenses ordinaires	1538,250	20,729		1558,979	1154,060	74,03%	1096,291	94,99%	1095,308	99,91%	1053,374	41,934
Total dépenses ordinaires hors personnel	1071,150	10,729		1081,879	808,303	74,71%	750,534	92,85%	749,551	99,87%	707,617	41,934
Titre 5- Investissements exécutés par l'Etat	183,982	-12,591	16,190	187,581	100,150	53,39%	63,785	63,69%	62,838	98,52%	40,569	22,269
Titre 6- Transferts en capital	331,318	54,521	9,575	395,414	276,625	69,96%	276,625	100,00%	276,625	100,00%	274,994	1,631
Total Investissement	515,300	41,930	25,765	582,995	376,775	64,63%	340,410	90,35%	339,463	99,72%	315,563	23,900
TOTAL BG	2053,550	62,659	25,765	2141,974	1530,835	71,47%	1436,701	93,85%	1434,771	99,87%	1368,937	65,834

III.1. Dépenses sur ressources internes hors personnel

Les dépenses sur ressources internes hors personnel se répartissent en dépenses ordinaires et dépenses en capital.

III.1.1 Les dépenses ordinaires hors personnel :

Les crédits ouverts pour les dépenses ordinaires hors personnel (dette publique, dépenses de fonctionnement et dépenses de transferts courants) ont été arrêtés à un montant de 1081,879 milliards. Ils sont exécutés au 30 septembre 2013 comme suit:

- Engagement : 808,303 milliards soit 74,71% des crédits ouverts ; il correspond au montant des obligations constatées, desquelles résultera une charge de l'Etat;
 - Liquidation : 750,534 milliards, soit 92,85% des engagements; elle correspond au montant des engagements pour lesquels le droit du créancier est constaté c'est-à-dire que sa créance existe et qu'elle est exigible ;
 - Ordonnancement : 749,551 milliards, soit 99,87% des liquidations ; il correspond au montant des liquidations pour lequel l'ordre est donné au comptable de payer la dette de l'Etat ou celle des autres organismes publics ;
 - Paiement : le montant des paiements au 30 septembre 2013 est arrêté à 707,617 milliards, soit un taux de paiement de 94,4% des ordonnancements et des restes à payer ou à prendre en charge d'un montant de 41,934 milliards.
 - En outre, des avances non encore régularisées d'un montant de 8,123 milliards ont été constatées.
- **La dette publique :** Le service de la dette publique payé au cours du troisième trimestre 2013 est évalué à un montant de 56,67 milliards dont 41,39 milliards pour le principal et 15,28 milliards au titre des intérêts et commissions.

Le montant des paiements au titre de la dette extérieure au cours du trimestre sous revue est de 19,85 milliards. S'agissant de la dette intérieure, le montant des paiements pour la même période est de 36,82 milliards et comprennent les instruments de plus d'un an, la dette vis-à-vis du FMI et du fonds koweïtien.

En cumul au 30 septembre 2013, le montant payé au titre du service de la dette publique, est évalué à 269,970 milliards, soit 26,4% des paiements des dépenses du budget général. Les paiements sont destinés à honorer les

échéances sur la dette intérieure pour un montant de 195,580 milliards et celles relatives à la dette extérieure pour un montant de 74,39 milliards.

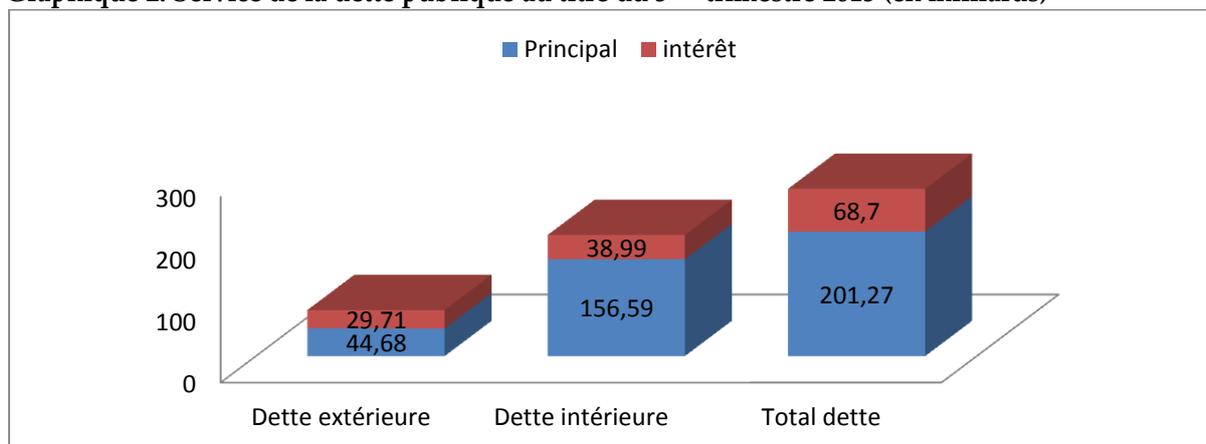
Le taux d'exécution des crédits destinés au paiement du service de la dette publique s'est établi à 65,37% au 30 septembre 2013.

Le tableau ci-après retrace les montants payés au titre du service de la dette publique pour le troisième trimestre 2013.

Tableau 3: Service de la dette publique au titre du 3^{ème} trimestre 2013 (en milliards)

Dette publique 2013	T1_13	T2_13	T3_13	Cumul	Ecart T3_13/T2_13	
					valeur	%
Dette extérieure	17,49	37,05	19,85	74,39	-17,2	-46%
Principal	10,71	21,2	12,77	44,68	-8,43	-40%
intérêt	6,78	15,85	7,08	29,71	-8,77	-55%
Dette intérieure	94,45	64,31	36,82	195,58	-27,49	-43%
Principal	79,95	48,02	28,62	156,59	-19,4	-40%
intérêt	14,5	16,29	8,2	38,99	-8,09	-50%
Dette publique totale	111,94	101,36	56,67	269,97	-44,69	-44%

Graphique 2: Service de la dette publique au titre du 3^{ème} trimestre 2013 (en milliards)



- **Les dépenses de fonctionnement:** Il s'agit des dépenses destinées au fonctionnement des services de l'Administration. Les niveaux d'exécution sont analysés **en cumul** au 30 septembre 2013 et se présentent comme suit:
- Engagement : 271,762 milliards, soit 80,14% des crédits ouverts ;
 - Liquidation : 213,993 milliards, soit 78,74% des engagements ;
 - Ordonnancement : 213,010 milliards, soit 99,54% des liquidations ;
 - Paiement : 174,832 milliards, soit 82,1% des ordonnancements et des restes à payer ou à prendre en charge de 38,178 milliards;
 - Caisse d'avance à régulariser : 5,436 milliards sur un total de 8,875 milliards, soit un taux de régularisation de 38,7%.

Comparativement à la même période de l'année 2012, l'évolution, suivant les différentes phases, du niveau d'exécution des crédits de fonctionnement est consignée dans le tableau ci-dessous. Il montre une amélioration du niveau d'exécution des dépenses de fonctionnement pour lesquels le taux d'engagement a évolué de plus de 17 points de pourcentage. Cependant, le niveau de paiement des ordonnancements a baissé de 1,5 point de pourcentage. Cette situation s'explique par des restes à payer ou à prendre en charge plus importants au troisième trimestre 2013 (38,178 milliards) que pour la même période de l'année 2012 (29,16 milliards).

Tableau 4: Evolution des taux d'exécution des dépenses de fonctionnement

	Trim.3 2012	Trim.3 2013	Ecart
taux d'engagement des crédits	62,3%	80,1%	17,8%
taux de liquidation des engagements	85,4%	78,7%	-6,6%
taux d'ordonnement des liquidations	99,6%	99,5%	-0,1%
taux de paiement des ordonnancements	83,6%	82,1%	-1,5%

➤ **Les transferts courants** : Il s'agit des transferts et subventions destinés aux Collectivités locales, aux agences, aux universités et autres établissements publics, mais aussi aux allocations sociales, aux contributions aux organisations internationales, etc. Les niveaux d'exécution sont analysés **en cumul** au 30 septembre 2013 et se présentent comme suit:

- Engagement : 266,571 milliards, soit 80,83% des crédits ouverts ;
- Ordonnement : 266,571 milliards; soit 100% des engagements ;
- Paiement : 262,815 milliards; soit 98,6% des ordonnancements et des restes à payer ou à prendre en charge de 3,756 milliards;
- Caisse d'avance à régulariser : 1,439 milliard sur un total de 1,95 milliard, soit un taux de régularisation de 26,3%.

Comparativement à la même période de l'année 2012, l'évolution, suivant les différentes phases, du niveau d'exécution des crédits de transferts courants est consignée dans le tableau ci-dessous. Il montre une amélioration du niveau d'exécution des transferts courants pour lesquels le taux d'engagement a évolué de 1,3 point de pourcentage. Cependant, le niveau de paiement des ordonnancements a baissé légèrement de 0,7 point de pourcentage.

Tableau 5: Evolution des niveaux d'exécution des dépenses de transferts courants

	T3 2012	T3 2013	Evolutions T3 2013/T3 2012
taux d'engagement des crédits	79,5%	80,8%	1,3%
taux d'ordonnement des engagements	98,4%	100,0%	1,6%
taux de Paiement des ordonnancements	99,3%	98,6%	-0,7%

III.1.2 Les dépenses en capital sur ressources internes:

Les dépenses en capital financées sur ressources internes ont été initialement prévues pour un montant de 515,300 milliards. Elles ont été revues à la hausse d'un montant de 67,695 milliards pour être portées à 582,995 milliards par :

- i. le report de crédits d'investissement d'un montant de 25,765 milliards;
- ii. les actes réglementaires d'ouvertures de crédits pour un montant de 25,130 milliards;
- iii. les crédits de paiement nouveaux de la première loi de finances rectificative d'un montant de 16,800 milliards.

Elles se répartissent en investissements exécutés par L'Etat pour un montant de 187,581 milliards (32,17%) et de transferts en capital pour un montant de 395,414 milliards (67,83%).

➤ **Les investissements exécutés par l'Etat:** Les dépenses d'investissement exécutées directement par les services de l'Administration ressortent comme suit :

- Engagement : 100,150 milliards; soit 53,39% des crédits ouverts ;
- Liquidation : 63,785 milliards ; soit 63,69% des engagements ;
- Ordonnancement : 62, 838 milliards; soit 98,52% des liquidations ;
- Paiement : 40,569 milliards, soit 64,6% des ordonnancements et des restes à payer ou à prendre en charge de 22,269 milliards;
- Caisse d'avance à régulariser : 0,728 milliard sur un total de 1,380 milliard, soit un taux de régularisation de 47,2%.

Comparativement à la même période de l'année 2012, l'évolution, suivant les différentes phases, du niveau d'exécution des investissements exécutés par l'Etat est consignées dans le tableau ci-dessous. Il montre une baisse à tous les niveaux, des taux de réalisation des investissements exécutés par l'Etat par rapport à la même période de 2012.

Tableau 6: Evolution des taux d'exécution des investissements exécutés par l'Etat

	T3 2012	T3 2013	Evolutions T3 2013/T3 2012
taux d'engagement des crédits	61,8%	53,4%	-8,5%
taux de liquidation des engagements	73,5%	63,7%	-9,8%
taux d'ordonnancement des liquidations	98,9%	98,5%	-0,4%
taux de Paiement des ordonnancements	88,9%	64,6%	-24,3%

Le faible niveau d'engagement des dépenses (53,4%) peut s'expliquer par le remaniement ministériel intervenu au mois de septembre 2013 induisant un flottement au niveau de l'exécution des dépenses pour des raisons de formalités relatives à la nomination d'administrateurs de crédits délégués concomitamment aux transferts de crédits opérés.

Subséquentement, des efforts devront être consentis pour le relèvement du niveau d'exécution des dépenses avant la clôture des engagements.

- **Les transferts en capital** : Composées d'investissements exécutés par les agences et autres entités autonomes similaires et des subventions d'investissement pour les Collectivités locales et les établissements publics, les dépenses de transferts en capital ressortent comme suit :
 - Engagement : 276,625 milliards, soit 69,96% des crédits ouverts ;
 - Ordonnancement : 276,625 milliards, soit 100% des engagements;
 - Paiement : 274,994 milliards, soit 99,41% des ordonnancements et des restes à payer ou à prendre en charge de 1,631 milliard;
 - Caisse d'avance à régulariser : pour des avances d'un montant de 0,520 milliard, aucune régularisation n'a été faite.

Notons que le rythme de consommation des crédits de transfert en capital est conforme à la modulation précisée par les décisions de versement établies par les administrateurs de crédits en début de gestion.

Comparativement à la même période de l'année 2012, l'évolution, suivant les différentes phases, du niveau d'exécution des crédits de transferts en capital est consignée dans le tableau ci-dessous. Il montre une amélioration du taux d'engagement des crédits et du taux de paiement des ordonnancements respectivement de 2,2 points et 9,1 points de pourcentage par rapport à la même période de l'année 2012.

Tableau 7: Evolution des taux d'exécution des transferts en capital

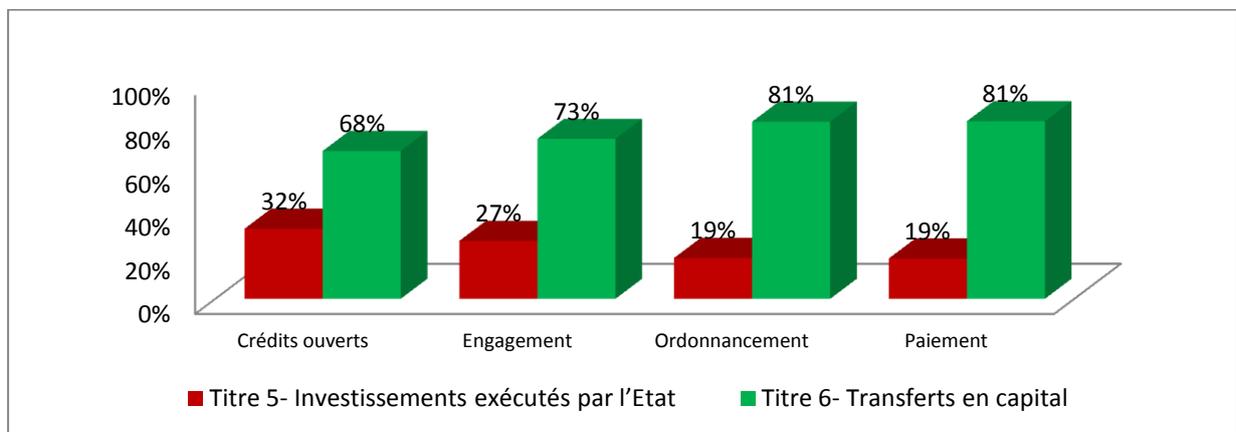
	T3 2012	T3 2013	Evolutions T3 2013/T3 2012
taux d'engagement des crédits	67,8%	70,0%	2,2%
taux d'ordonnancement des engagements	99,4%	100,0%	0,6%
taux de Paiement des ordonnancements	90,3%	99,4%	9,1%

Globalement, le niveau d'engagement des dépenses d'investissement ressort à 64,63% à la fin du troisième trimestre. Ce niveau relativement acceptable pour la

période est tiré par la bonne performance de l'exécution des transferts en capital (70%) contrebalancée par le niveau d'exécution des dépenses administrées par l'Administration centrale qui s'établit à 53,4%.

Le graphique ci-après fait état de la répartition des dépenses d'investissement, au troisième trimestre 2013, entre les investissements exécutés par l'Etat et les transferts en capital. Il montre que les services de l'Etat ont plus tendance à exécuter leurs programmes d'investissement par le biais du titre 6 : « transferts en capital » plus facile à mobiliser et offrant la possibilité d'échapper à l'annualité des crédits, plutôt que par le titre 5 : « investissements exécutés par l'Etat ».

Graphique 3: Répartition des dépenses d'investissement par titre au 30/09/2013



Le graphique de l'annexe 3 permet de faire une comparaison des taux d'engagement global des crédits du budget général hors dette et hors personnel par section au 30 septembre 2013. Il montre une forte disparité dans la mobilisation des crédits.

En effet, si certains ministères ont atteint des niveaux d'exécution appréciables dépassant les 75%, d'autres sont encore à la traîne particulièrement les trois ministères nouvellement créés lors du dernier remaniement du Gouvernement (Ministère de l'Industrie et des Mines, Ministère du Plan, Ministère de la Promotion des Investissements et des Partenariats).

III.2 Dépenses de personnel

Les dépenses de personnel payées au courant du troisième trimestre 2013 s'élèvent à un montant de 117,525 milliards contre 115,216 milliards pour le deuxième trimestre ; soit une hausse de 2,309 milliards. Cette hausse est essentiellement due aux paiements du mois de juillet qui ont évolué de 3,07 milliards par rapport à ceux du mois de juin 2013 du fait des allocations faites, au début de chaque trimestre, au profit de l'Assemblée nationale et du Conseil Economique Social et Environnemental.

En cumul au 30 septembre 2013, le montant total de la masse salariale se chiffre à 345,757 milliards, enregistrant ainsi une hausse de 1,41%, soit 4,809 milliards par rapport au montant payé à la même période pour l'année 2012.

Cette hausse est la résultante de celles notées pour le premier trimestre pour 1,395 milliard, le deuxième trimestre pour 1,301 milliard et le troisième trimestre pour 2,113 milliards comme le montre le tableau ci-après.

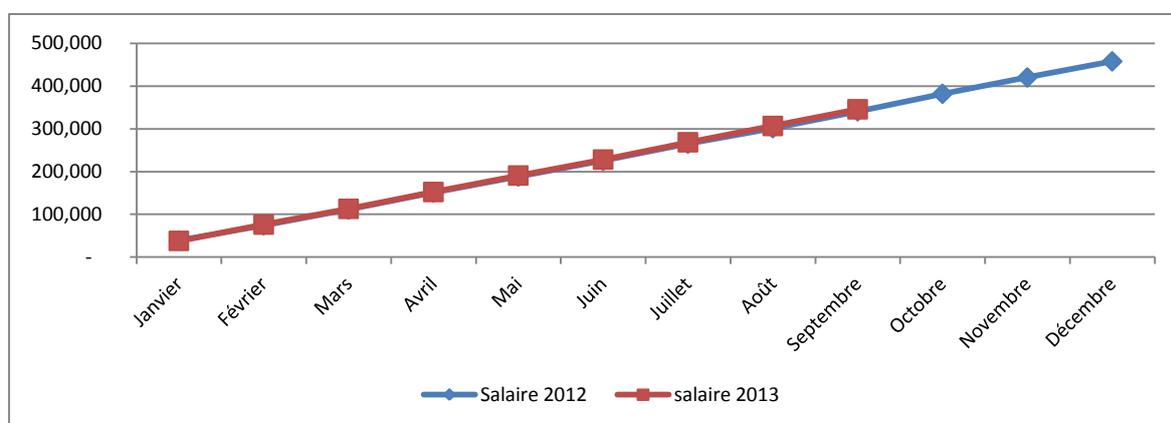
Tableau 8: Evolution de la masse salariale au troisième trimestre 2013 (en milliards)

	2 012	2 013	Ecart
Trimestre 1	111,621	113,016	1,395
Trimestre 2	113,916	115,216	1,301
Trimestre 3	115,412	117,525	2,113
Cumul	340,948	345,757	4,809

Source : DSPRV/DGF/MEF

Néanmoins, l'exécution des dépenses de personnel de 2013 reste sur le même sentier d'évolution que celle de 2012 comme l'illustre le graphique ci-dessous avec les deux courbes d'évolution qui se superposent pour les neuf premiers mois.

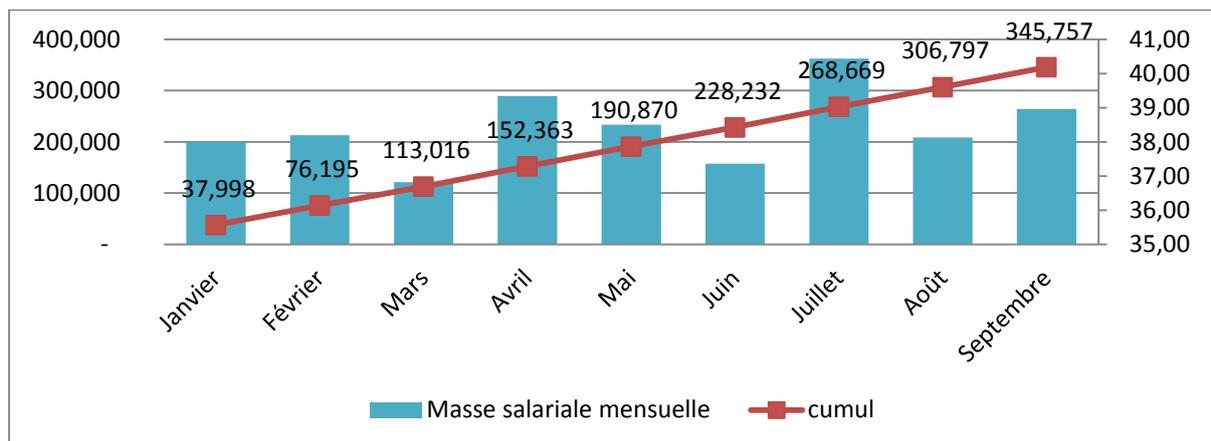
Graphique 4: Evolutions comparées des masses salariales de 2012 et de 2013 (en milliards)



La tendance de consommation des crédits de personnel est relativement correcte au troisième trimestre avec un taux d'exécution de 72,47%.

Le graphique suivant présente l'évolution de la masse salariale au courant du troisième trimestre 2013.

Graphique 5: Masse salariale mensuelle et cumul de janvier à septembre 2013 (en milliards)



IV. LES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

IV.1 Les comptes d'affectation spéciale

IV.1.1 le Fond national de Retraite (FNR)

➤ Les recettes du FNR au 30 septembre 2013

Les recettes du fonds national de retraite du troisième trimestre 2013 s'élèvent à 16,225 milliards, en hausse de 126 millions par rapport au trimestre précédent.

Le nombre moyen de cotisants est passé de 69 946 agents au deuxième trimestre à 70 734 agents au troisième trimestre, soit 788 cotisants supplémentaires en moyenne entre les deux trimestres.

En cumul au 30 septembre 2013, les recettes du FNR sont arrêtées à 48,103 milliards, en baisse de 1,089 milliard en valeur absolue et 2,2% en valeur relative par rapport à la même période de 2012.

Tableau 9: Recettes du FNR et nombre de cotisants au 3^{ème} trimestre 2013

Période	Montant (en milliard FCFA)	Nombre moyen de cotisants
Trimestre 1	15,779	69 804
trimestre 2	16,099	69 946
trimestre 3	16,225	70 734
Ecart trimestre 3/ trimestre 2	0,126	788
Cumul	48,103	

➤ Les dépenses du FNR au 30 septembre 2013

Les dépenses du fonds national de retraite du troisième trimestre 2013 s'élèvent à un montant de 17,375 milliards, en hausse de 182 millions par rapport au trimestre précédent.

Le nombre moyen d'allocataires est passé de 55 314 pensionnés au deuxième trimestre à 56 027 pensionnés au troisième trimestre 2013, soit en hausse de 713 nouveaux allocataires en moyenne entre les deux trimestres.

En cumul au 30 septembre 2013, les dépenses du FNR se chiffrent à 51,385 milliards, en progression de 4,137 milliards en valeur absolue et 8,8% en valeur relative par rapport à la même période de 2012.

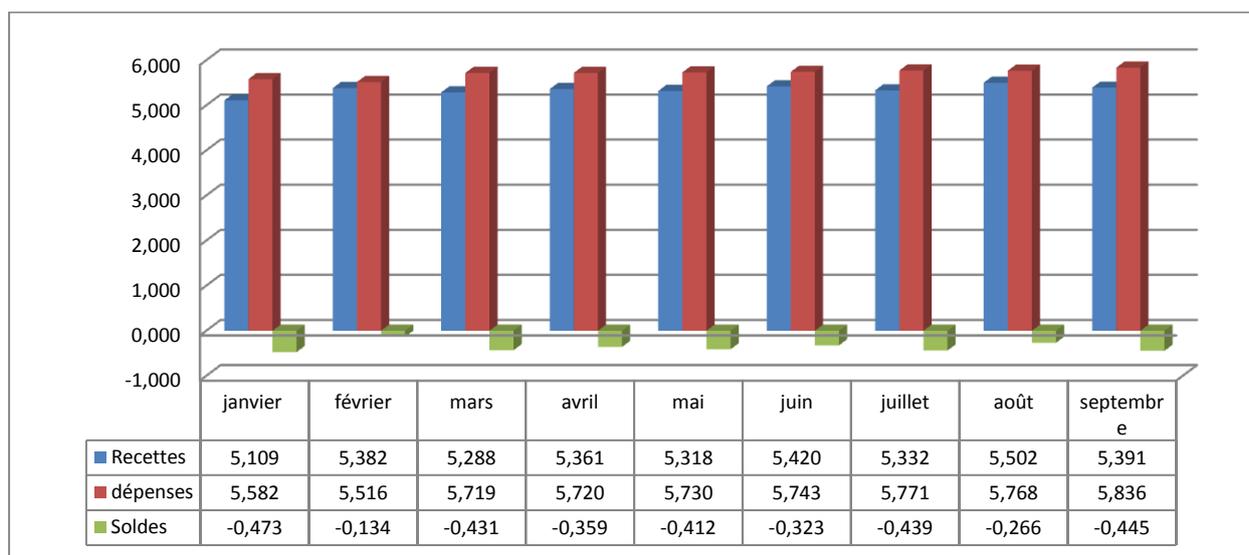
Tableau 10: Dépenses du FNR et nombre d'allocataires au 3^{ème} trimestre 2013

Période	Montant (en milliard FCFA)	Nombre moyen d'allocataires
Trimestre 1	16,817	54 663
trimestre 2	17,193	55 314
Trimestre 3	17,375	56 027
Ecart trimestre 3/ trimestre 2	0,182	713
Cumul	51,385	

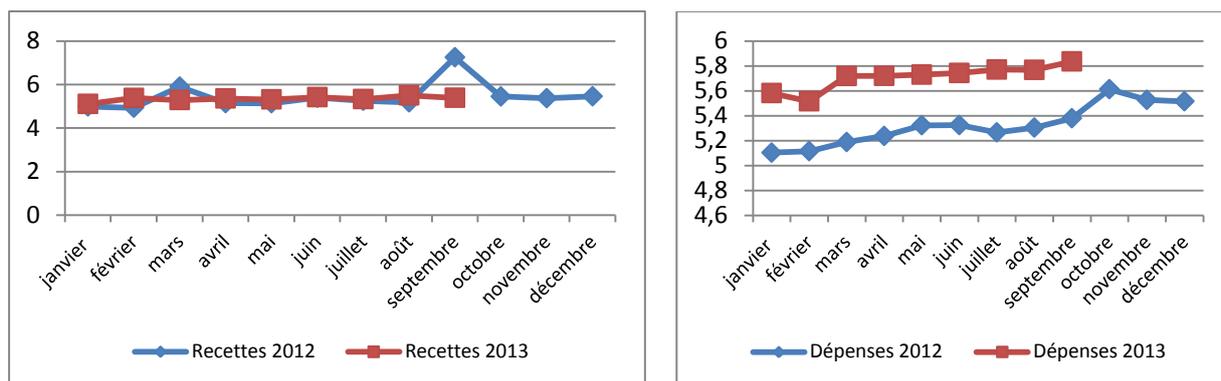
➤ **Solde du FNR au 30 septembre 2013**

Les recettes du FNR au 30 septembre 2013 s'élèvent à un montant de **48,103** milliards tandis que pour la même période, les dépenses s'élèvent à **51,385** milliards. Le déficit constaté au cours de cette période est de 3,281 milliards, soit en moyenne un déficit mensuel de 365 millions.

Graphique 6: Situation du FNR au 3^{ème} trimestre 2013 (en milliards)



Graphique 7 : Evolutions comparées des recettes et des dépenses du FNR de 2012 et de 2013 (en milliards)



IV.1.2 Les autres comptes d'affectation spéciale

Les comptes d'affectation spéciale (hors FNR) ont enregistré des recettes cumulées, au 30 septembre 2013, de l'ordre de 1,234 milliard dont 396,881 millions pour le fonds de lutte contre les incendies et 547,736 millions pour la Caisse d'Encouragement à la Pêche. Par rapport au deuxième trimestre 2013, ces recettes sont en hausse de 907,112 millions dont 446,82 millions provenant de la Caisse d'Encouragement à la Pêche.

Les dépenses portées sur lesdits comptes s'élèvent en revanche à 317,439 millions au même moment, soit un solde excédentaire au terme du troisième trimestre de 916,320 millions contre 199,678 millions au deuxième trimestre.

IV.2 Le compte de commerce

Le compte de commerce « opération des armées à caractère industrielle et commerciale » a enregistré en recette un montant de 23,526 millions au troisième trimestre 2013, même montant que le trimestre précédent. Aucune dépense n'est encore exécutée sur ce compte.

IV.3 Les comptes de prêts

Globalement les recettes issues du recouvrement des prêts communément appelés « prêts DMC » sont arrêtées à 5,645 milliard. Le montant des prêts accordés aux agents de l'Etat s'élève à 4,689 milliards pour la période sous revue. Ainsi, au titre des opérations de l'année, les comptes de prêts restent excédentaires de 956,338 millions.

IV.4 Les comptes d'avance

Les comptes d'avances sont restés inactifs sur la période sous revue.

ANNEXE 1: Situation des recettes du budget général au 30/09/2013 (en milliards)

Nature de la recette	Prévisions LFI	Prévisions LFR	Recouvrements 2013				
			Trim. 1	Trim. 2	Trim. 3	Ecart trim3/trim.2	Cumul au 30 juin 2013
071 RECETTES FISCALES							
711 Impôts sur le revenu, les bénéfices et gains en capital	160,5	151,5	39,9	94,06	11,84	-82,22	145,8
712 Impôts sur les salaires et autres rémunérations	238,6	238,6	57,7	49,9	47,9	-2	155,5
Total impôts sur revenu et sur salaires (711+712)	399,1	390,1	97,6	143,96	59,74	-84,22	301,3
713 impôts sur le patrimoine (IRCM, IRVM et TPV)	24,1	20,6	5,3	5,52	5,48	-0,04	16,3
714 Autres impôts directs (CFCE)	0	0	0,06	0,07	0,17	0,1	0,3
TOTAL Impôts directs (711+ 712+ 713+ 714)	423,2	410,7	102,96	149,55	65,39	-84,16	317,9
715 Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services	796,8	781	151,8	165,37	172,558	7,188	489,728
716 Droits de timbre et d'enregistrement	33,3	32	4,8	8,4	6,769	-1,631	19,969
717 Droits et taxes à l'importation	202,4	202,4	48,52	54,73	52,85	-1,88	156,1
719 Autres recettes fiscales	36,8	32,9	2,72	8,02	0,76	-7,26	11,5
Total impôts indirects (715+716+717+719)	1069,3	1048,3	207,84	236,52	232,937	-3,583	677,297
071 TOTAL RECETTES FISCALES (711+715+716+717+719)	1492,5	1459	310,8	386,07	298,327	-87,743	995,197
072 RECETTES NON FISCALES		0		0	0	0	
721 Revenu de l'Entreprise et du Domaine	22,5	22,5	1,8	7,3	1,9	-5,4	11
722 Droits et frais administratifs	0,1	0,1	0,2	0,3	0,2	-0,1	0,7
723 Amendes et condamnations pécuniaires	0,1	0,1	0,05	0,05	0	-0,05	0,1
724 Produits financiers	52	57,6	2,2	16,7	26,3	9,6	45,2
729 Autres recettes non fiscales	2,7	2,7	0,4	0,26	1,44	1,18	2,1
TOTAL RECETTES NON FISCALES (721 à 731)	77,4	83	4,65	24,61	29,84	5,23	59,1
TOTAL RECETTES FISCALES ET NON FISCALES	1569,9	1542	315,45	410,68	328,167	-82,513	1054,297
74 Dons budgétaires	38,6	38,4		9,6	0	-9,6	9,6
76 Recettes exceptionnelles (dont PPTE / IADM)	59	59	4,5	23,77	1,28	-22,49	29,55
14 Emission de bons du Trésor	150	79	99,8	47,4	10	-37,4	157,2
17 Autres Emprunts (Emissions d'obligations)	186,05	327,27	34,8	24,3	139,1	114,8	198,2
29 Remboursement Prêts rétrocédés	12,8	12,8	0,4	0,1	14,7	14,6	15,2
16 Emprunt Programme	37,2	51	5,1	0	14,5	14,5	19,6
Total Autres Recettes (74 - 75 -76- 14- 17-29-16)	483,65	567,47	144,6	105,17	179,58	74,41	429,35
Total Recettes internes (71-72-74-76- 29)	2053,55	2109,47	460,05	515,85	507,747	-8,103	1483,647

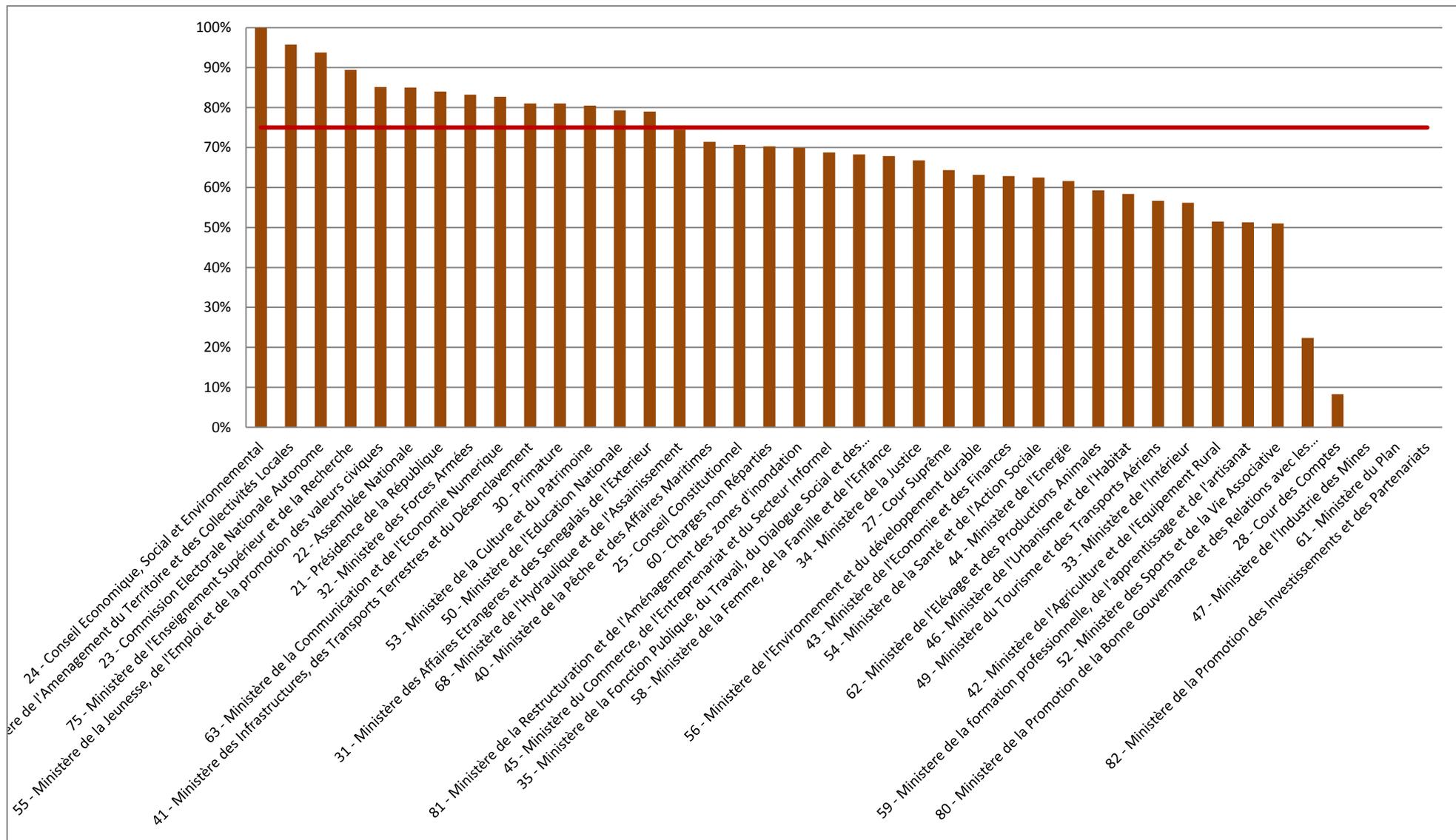
Sources : DGCPT

ANNEXE 2: Situation des comptes spéciaux du Trésor au 30 septembre 2013 en FCFA

LIBELLES	RECETTES	DEPENSES	SOLDE
Comptes d'affectation spéciale			
96.101 Fonds national de retraite	48 103 000 000	51 385 000 000	-3 282 000 000
96.102 Frais de cont. des stes à particip publique	289 143 126	70 599 432	218 543 694
96.103 Caisse d'encouragement à la pêche	547 735 871	225 858 570	321 877 301
96.104 Fonds de lutte contre l'incendie	396 881 301	20981433	375 899 868
Sous-total	49 336 760 298	51 702 439 435	-2 365 679 137
Comptes de commerce			-
96.201 Opérations des armées à caractère industriel et com.	23 526 480		23 526 480
Sous-total	23 526 480	-	23 526 480
Comptes de prêts			-
96.503 Prêts aux collectivités locales			-
96.507 Prêts aux particuliers	5 645 449 420	4 689 110 531	956 338 889
Sous-total	5 645 449 420	4 689 110 531	956 338 889
Comptes d'avances			-
96.605 Avances aux collectivités locales	-	-	-
Sous-total			0
Total CST	55 005 736 198	56 391 549 966	-1 385 813 768

Sources : DGCPPT sauf pour les données sur le FNR fournies par la DSPRV

ANNEXE 3: Taux d'engagement ordonnés des crédits du budget général par section au 30 septembre 2013 (hors dette et hors personnel)




**ANNEXE 4 : SITUATION PROVISoire D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR
SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)**
GESTION :**2013****MOIS :****09-2013**

à la date du 30/09/13

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(14=12-15)
21 - Présidence de la République	50 775 502 000	10 015 000 000	23 057 285 450	199 501 000	84 047 288 450	71 143 980 386	12 903 308 064	70 607 630 439	84	69 220 337 847	69 065 568 726	82	68 760 192 747	66 484 806 280	2 275 386 467
Dépenses de fonctionnement	9 231 774 000	275 000 000	1 482 293 700	0	10 989 067 700	9 333 126 094	1 655 941 606	8 840 419 307	80	7 469 506 635	7 316 538 770	67	7 011 162 791	4 807 774 884	2 203 387 907
Transferts courants	14 353 728 000	4 130 000 000	6 450 141 750	0	24 933 869 750	23 576 269 750	1 357 600 000	23 576 269 750	95	23 576 269 750	23 576 269 750	95	23 576 269 750	23 576 269 750	0
Investissements exécutés par l'état	994 570 000	100 000 000	-74 310 000	49 501 000	1 069 761 000	228 994 542	840 766 458	185 351 382	17	168 971 462	167 170 206	16	167 170 206	95 171 646	71 998 560
Transfert en capital	26 195 430 000	5 510 000 000	15 199 160 000	150 000 000	47 054 590 000	38 005 590 000	9 049 000 000	38 005 590 000	81	38 005 590 000	38 005 590 000	81	38 005 590 000	38 005 590 000	0
22 - Assemblée Nationale	8 309 506 000	0	40 000 000	0	8 349 506 000	7 101 161 000	1 248 345 000	7 101 161 000	85	7 101 161 000	7 101 161 000	85	7 101 161 000	7 101 161 000	0
Dépenses de fonctionnement	7 468 345 000	0	40 000 000	0	7 508 345 000	6 350 000 000	1 158 345 000	6 350 000 000	85	6 350 000 000	6 350 000 000	85	6 350 000 000	6 350 000 000	0
Transferts courants	91 161 000	0	0	0	91 161 000	91 161 000	0	91 161 000	100	91 161 000	91 161 000	100	91 161 000	91 161 000	0
Transfert en capital	750 000 000	0	0	0	750 000 000	660 000 000	90 000 000	660 000 000	88	660 000 000	660 000 000	88	660 000 000	660 000 000	0
23 - Commission Electorale Nationale Autonome	2 100 983 000	0	160 000 000	0	2 260 983 000	2 120 983 000	140 000 000	2 120 983 000	94	2 120 983 000	2 120 983 000	94	2 120 983 000	2 000 983 000	120 000 000
Transferts courants	2 100 983 000	0	160 000 000	0	2 260 983 000	2 120 983 000	140 000 000	2 120 983 000	94	2 120 983 000	2 120 983 000	94	2 120 983 000	2 000 983 000	120 000 000
24 - Conseil Economique, Social et Environnemental	0	674 587 000	0	0	674 587 000	674 587 000	0	674 587 000	100	674 587 000	674 587 000	100	674 587 000	674 587 000	0
Dépenses de fonctionnement	0	327 500 000	0	0	327 500 000	327 500 000	0	327 500 000	100	327 500 000	327 500 000	100	327 500 000	327 500 000	0
Transferts courants	0	347 087 000	0	0	347 087 000	347 087 000	0	347 087 000	100	347 087 000	347 087 000	100	347 087 000	347 087 000	0
25 - Conseil Constitutionnel	108 370 000	0	45 000 000	0	153 370 000	108 370 000	45 000 000	108 370 000	71	108 370 000	108 370 000	71	108 370 000	108 370 000	0
Dépenses de fonctionnement	108 370 000	0	0	0	108 370 000	108 370 000	0	108 370 000	100	108 370 000	108 370 000	100	108 370 000	108 370 000	0
Transfert en capital	0	0	45 000 000	0	45 000 000	0	45 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
27 - Cour Suprême	1 067 933 000	0	0	0	1 067 933 000	686 967 000	380 966 000	686 967 000	64	686 967 000	686 967 000	64	686 967 000	686 967 000	0
Dépenses de fonctionnement	915 956 000	0	0	0	915 956 000	686 967 000	228 989 000	686 967 000	75	686 967 000	686 967 000	75	686 967 000	686 967 000	0
Transferts courants	1 977 000	0	0	0	1 977 000	0	1 977 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissements exécutés par l'état	150 000 000	0	0	0	150 000 000	0	150 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises


**ANNEXE 4 : SITUATION PROVISoire D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR
SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)**
GESTION :**2013****MOIS :****09-2013**

à la date du 30/09/13

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(14=12-15)
28 - Cour des Comptes	1 964 952 000	0	0	0	1 964 952 000	188 368 030	1 776 583 970	162 938 904	8	83 538 460	80 918 860	4	80 033 860	29 944 530	50 089 330
Dépenses de fonctionnement	253 952 000	0	0	0	253 952 000	178 368 030	75 583 970	162 938 904	64	83 538 460	80 918 860	32	80 033 860	29 944 530	50 089 330
Investissements executés par l'état	125 000 000	0	0	0	125 000 000	10 000 000	115 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Transfert en capital	1 586 000 000	0	0	0	1 586 000 000	0	1 586 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
30 - Primature	20 449 015 000	1 020 000 000	224 378 224	76 346 127	21 769 739 351	18 095 421 975	3 674 317 376	17 638 763 779	81	17 383 744 030	17 383 744 030	80	17 274 277 405	16 906 105 803	368 171 602
Dépenses de fonctionnement	3 073 274 000	120 000 000	0	0	3 193 274 000	2 514 323 401	678 950 599	2 082 899 834	65	1 978 446 654	1 978 446 654	62	1 964 878 510	1 717 951 828	246 926 682
Transferts courants	4 975 741 000	0	224 378 224	0	5 200 119 224	4 179 720 760	1 020 398 464	4 159 720 760	80	4 159 720 760	4 159 720 760	80	4 159 720 760	4 069 720 760	90 000 000
Investissements executés par l'état	853 000 000	0	0	76 346 127	929 346 127	322 377 814	606 968 313	317 143 185	34	166 576 616	166 576 616	18	70 678 135	39 433 215	31 244 920
Transfert en capital	11 547 000 000	900 000 000	0	0	12 447 000 000	11 079 000 000	1 368 000 000	11 079 000 000	89	11 079 000 000	11 079 000 000	89	11 079 000 000	11 079 000 000	0
31 - Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	23 890 555 000	3 415 000 000	7 614 159 560	0	34 919 714 560	29 131 393 599	5 788 320 961	27 591 079 025	79	8 021 400 778	8 011 725 544	23	6 379 199 077	6 160 401 981	218 797 096
Dépenses de fonctionnement	12 469 921 000	3 305 000 000	5 092 042 000	0	20 866 963 000	16 989 098 785	3 877 864 215	16 513 203 761	5	797 934 969	788 259 735	4	677 850 828	486 224 082	191 626 746
Transferts courants	5 210 634 000	0	2 522 117 560	0	7 732 751 560	7 572 211 961	160 539 599	6 557 022 311	85	6 557 022 311	6 557 022 311	85	5 034 904 751	5 019 734 401	15 170 350
Investissements executés par l'état	5 580 000 000	100 000 000	0	0	5 680 000 000	3 940 082 853	1 739 917 147	3 890 852 953	3	36 443 498	36 443 498	1	36 443 498	24 443 498	12 000 000
Transfert en capital	630 000 000	10 000 000	0	0	640 000 000	630 000 000	10 000 000	630 000 000	98	630 000 000	630 000 000	98	630 000 000	630 000 000	0
32 - Ministère des Forces Armées	50 464 375 000	4 678 458 000	155 817 000	1 383 007 908	56 681 657 908	47 309 565 698	9 372 092 210	47 193 071 961	83	43 327 112 902	43 323 112 942	76	41 229 341 534	31 108 370 998	10 120 970 536
Dépenses de fonctionnement	23 365 688 000	789 458 000	0	0	24 155 146 000	21 725 029 447	2 430 116 553	21 608 535 710	87	20 286 007 580	20 282 007 620	84	19 992 764 155	17 186 293 059	2 806 471 096
Transferts courants	2 313 687 000	730 000 000	153 000 000	0	3 196 687 000	2 735 574 800	461 112 200	2 735 574 800	86	2 735 574 800	2 735 574 800	86	2 735 574 800	2 575 942 800	159 632 000
Investissements executés par l'état	24 205 000 000	3 159 000 000	2 817 000	1 383 007 908	28 749 824 908	22 288 961 451	6 460 863 457	22 288 961 451	78	19 745 530 522	19 745 530 522	69	18 191 002 579	11 036 135 139	7 154 867 440
Transfert en capital	580 000 000	0	0	0	580 000 000	560 000 000	20 000 000	560 000 000	97	560 000 000	560 000 000	97	310 000 000	310 000 000	0
33 - Ministère de l'Intérieur	18 909 082 000	2 245 000 000	4 228 543 021	3 435 690 474	28 818 315 495	17 913 174 660	10 905 140 835	16 193 014 699	56	9 576 254 651	8 940 182 947	31	8 796 891 048	5 152 349 417	3 644 541 631
Dépenses de fonctionnement	7 105 082 000	735 000 000	298 002 691	0	8 138 084 691	5 551 164 050	2 586 920 641	4 018 379 897	49	3 321 233 454	3 238 384 235	40	3 176 343 570	2 155 412 763	1 020 930 807

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises


**ANNEXE 4 : SITUATION PROVISoire D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR
SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)**
GESTION :**2013****MOIS :****09-2013**

à la date du 30/09/13

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(14=12-15)
Investissements exécutés par l'état	11 784 000 000	1 510 000 000	0	3 435 690 474	16 729 690 474	11 911 470 280	4 818 220 194	11 724 094 472	70	5 804 480 867	5 251 258 382	31	5 170 007 148	2 546 396 324	2 623 610 824
Transfert en capital	20 000 000	0	3 930 540 330	0	3 950 540 330	450 540 330	3 500 000 000	450 540 330	11	450 540 330	450 540 330	11	450 540 330	450 540 330	0
34 - Ministère de la Justice	11 113 379 000	0	352 000 000	0	11 465 379 000	8 521 860 111	2 943 518 889	7 655 374 580	67	6 101 685 166	6 070 454 998	53	5 834 599 687	3 780 123 557	2 054 476 130
Dépenses de fonctionnement	5 379 517 000	0	322 000 000	0	5 701 517 000	4 730 966 279	970 550 721	4 241 449 813	74	3 262 485 462	3 231 255 294	57	3 020 356 983	2 154 123 903	866 233 080
Transferts courants	1 413 862 000	0	30 000 000	0	1 443 862 000	1 190 850 000	253 012 000	1 190 850 000	82	1 190 850 000	1 190 850 000	82	1 190 850 000	1 189 518 000	1 332 000
Investissements exécutés par l'état	4 320 000 000	0	0	0	4 320 000 000	2 600 043 832	1 719 956 168	2 223 074 767	51	1 648 349 704	1 648 349 704	38	1 623 392 704	436 481 654	1 186 911 050
35 - Ministère de la Fonction Publique, du Travail, du Dialogue	1 756 829 000	63 705 000	237 102 534	13 157 000	2 070 793 534	1 785 220 620	285 572 914	1 413 366 522	68	1 168 164 716	1 147 642 466	55	1 117 121 113	911 602 261	205 518 852
Dépenses de fonctionnement	481 909 000	0	195 036 389	0	676 945 389	602 475 650	74 469 739	376 695 852	56	287 908 595	281 383 355	42	252 495 863	185 504 764	66 991 099
Transferts courants	254 920 000	0	0	0	254 920 000	254 920 000	0	204 920 000	80	204 920 000	204 920 000	80	204 920 000	204 920 000	0
Investissements exécutés par l'état	890 000 000	0	42 066 145	13 157 000	945 223 145	734 119 970	211 103 175	638 045 670	68	481 631 121	467 634 111	49	466 000 250	327 472 497	138 527 753
Transfert en capital	130 000 000	63 705 000	0	0	193 705 000	193 705 000	0	193 705 000	100	193 705 000	193 705 000	100	193 705 000	193 705 000	0
40 - Ministère de la Pêche et des Affaires Maritimes	6 735 097 000	0	0	196 999 975	6 932 096 975	5 006 767 853	1 925 329 122	4 951 680 913	71	4 253 220 190	4 197 121 212	61	4 176 431 712	3 634 444 146	541 987 566
Dépenses de fonctionnement	525 650 000	0	0	0	525 650 000	379 002 583	146 647 417	376 338 083	72	306 458 400	301 417 577	57	288 724 099	210 739 545	77 984 554
Transferts courants	183 447 000	0	0	0	183 447 000	179 972 000	3 475 000	179 792 000	98	179 792 000	179 792 000	98	179 592 000	177 652 000	1 940 000
Investissements exécutés par l'état	3 197 900 000	0	0	196 999 975	3 394 899 975	2 064 693 270	1 330 206 705	2 012 450 830	59	1 383 869 790	1 332 811 635	39	1 325 015 613	862 952 601	462 063 012
Transfert en capital	2 828 100 000	0	0	0	2 828 100 000	2 383 100 000	445 000 000	2 383 100 000	84	2 383 100 000	2 383 100 000	84	2 383 100 000	2 383 100 000	0
41 - Ministère des Infrastructures, des Transports Terrestres et du	82 370 964 000	-2 096 000 000	10 175 101 510	0	90 450 065 510	73 498 250 927	16 951 814 583	73 306 396 585	81	73 089 246 210	73 089 171 010	81	73 083 155 322	73 061 385 631	21 769 691
Dépenses de fonctionnement	354 855 000	0	-2 898 490	0	351 956 510	312 116 164	39 840 346	177 251 492	50	154 708 578	154 633 378	44	151 616 070	133 796 379	17 819 691
Transferts courants	276 109 000	0	0	0	276 109 000	276 109 000	0	276 109 000	100	276 109 000	276 109 000	100	276 109 000	276 109 000	0
Investissements exécutés par l'état	480 000 000	0	0	0	480 000 000	407 103 250	72 896 750	350 113 580	73	155 506 119	155 506 119	32	152 507 739	148 557 739	3 950 000

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises


**ANNEXE 4 : SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR
SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)**
GESTION :**2013****MOIS :****09-2013**

à la date du 30/09/13

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(14=12-15)
Transfert en capital	81 260 000 000	-2 096 000 000	10 178 000 000	0	89 342 000 000	72 502 922 513	16 839 077 487	72 502 922 513	81	72 502 922 513	72 502 922 513	81	72 502 922 513	72 502 922 513	0
42 - Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural	75 352 076 000	253 280 000	-4 700 000 000	48 135 200	70 953 491 200	36 565 529 798	34 387 961 402	36 541 899 829	52	36 006 195 748	35 963 688 435	51	35 290 124 846	34 190 386 010	1 099 738 836
Dépenses de fonctionnement	1 104 950 000	8 280 000	0	0	1 113 230 000	871 004 091	242 225 909	869 496 803	78	765 701 466	749 753 699	67	703 796 328	551 332 635	152 463 693
Transferts courants	6 262 126 000	0	0	0	6 262 126 000	6 011 175 000	250 951 000	6 011 175 000	96	6 011 175 000	6 011 175 000	96	6 011 175 000	6 001 175 000	10 000 000
Investissements exécutés par l'état	4 579 600 000	-158 600 000	0	48 135 200	4 469 135 200	1 195 421 449	3 273 713 751	1 173 298 768	26	741 390 024	714 830 478	16	587 224 260	477 092 727	110 131 533
Transfert en capital	63 405 400 000	403 600 000	-4 700 000 000	0	59 109 000 000	28 487 929 258	30 621 070 742	28 487 929 258	48	28 487 929 258	28 487 929 258	48	27 987 929 258	27 160 785 648	827 143 610
43 - Ministère de l'Economie et des Finances	104 022 062 271	163 940 000	-23 687 845 814	11 256 861 247	91 755 017 704	59 036 617 790	32 718 399 914	57 655 125 679	63	50 276 774 454	50 048 279 554	55	49 445 469 615	47 117 861 360	2 327 608 255
Dépenses de fonctionnement	7 787 120 891	225 000 000	366 457 116	0	8 378 578 007	4 877 959 834	3 500 618 173	4 441 026 572	53	3 356 984 940	3 295 701 022	39	3 074 401 773	2 357 100 572	717 301 201
Transferts courants	4 295 941 380	0	292 392 655	0	4 588 334 035	4 588 334 034	1	4 588 334 034	100	4 588 334 034	4 588 334 034	100	4 588 334 034	4 588 334 034	0
Investissements exécutés par l'état	53 822 299 000	-1 040 296 000	-19 595 463 822	3 126 601 895	36 313 141 073	20 956 323 408	15 356 817 665	20 573 910 273	57	14 279 600 680	14 112 389 698	39	13 730 879 008	12 174 003 213	1 556 875 795
Transfert en capital	38 116 701 000	979 236 000	-4 751 231 763	8 130 259 352	42 474 964 589	28 614 000 514	13 860 964 075	28 051 854 800	66	28 051 854 800	28 051 854 800	66	28 051 854 800	27 998 423 541	53 431 259
44 - Ministère de l'Energie	17 823 499 000	4 200 000 000	-113 260 510	82 302 050	21 992 540 540	13 584 123 756	8 408 416 784	13 542 773 356	62	13 487 907 417	13 473 065 707	61	13 406 017 800	13 211 930 866	194 086 934
Dépenses de fonctionnement	190 188 000	0	-10 227 395	0	179 960 605	146 943 955	33 016 650	146 943 955	82	138 530 552	130 688 842	73	119 885 731	77 119 895	42 765 836
Transferts courants	96 311 000	4 000 000 000	0	0	4 096 311 000	96 311 000	4 000 000 000	96 311 000	2	96 311 000	96 311 000	2	96 311 000	96 311 000	0
Investissements exécutés par l'état	2 073 000 000	0	-258 033 115	82 302 050	1 897 268 935	807 868 801	1 089 400 134	766 518 401	40	720 065 865	713 065 865	38	656 821 069	505 499 971	151 321 098
Transfert en capital	15 464 000 000	200 000 000	155 000 000	0	15 819 000 000	12 533 000 000	3 286 000 000	12 533 000 000	79	12 533 000 000	12 533 000 000	79	12 533 000 000	12 533 000 000	0
45 - Ministère du Commerce, de l'Entrepreneuriat et du Secteur	7 281 272 000	0	-315 192 245	25 508 270	6 991 588 025	4 813 938 702	2 177 649 323	4 808 128 237	69	4 661 901 321	4 633 480 701	66	4 551 558 382	4 383 187 540	168 370 842
Dépenses de fonctionnement	426 500 000	0	-3 987 344	0	422 512 656	327 756 680	94 755 976	321 946 215	76	277 042 354	273 076 644	65	250 770 752	173 867 840	76 902 912
Transferts courants	2 364 772 000	0	-82 866 250	0	2 281 905 750	1 786 787 750	495 118 000	1 786 787 750	78	1 786 787 750	1 786 787 750	78	1 786 787 750	1 786 787 750	0
Investissements exécutés par l'état	1 670 000 000	0	-429 178 651	25 508 270	1 266 329 619	544 394 272	721 935 347	544 394 272	43	443 071 217	418 616 307	33	358 999 880	267 531 950	91 467 930

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises


**ANNEXE 4 : SITUATION PROVISoire D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR
SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)**
GESTION :**2013****MOIS :****09-2013**

à la date du 30/09/13

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(14=12-15)
Transfert en capital	2 820 000 000	0	200 840 000	0	3 020 840 000	2 155 000 000	865 840 000	2 155 000 000	71	2 155 000 000	2 155 000 000	71	2 155 000 000	2 155 000 000	0
46 - Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat	7 108 448 000	1 150 000 000	0	0	8 258 448 000	4 888 469 982	3 369 978 018	4 820 796 982	58	4 065 997 730	4 065 161 046	49	3 976 742 565	3 843 020 147	133 722 418
Dépenses de fonctionnement	455 448 000	0	0	0	455 448 000	386 732 248	68 715 752	372 059 248	82	275 712 343	274 875 659	60	259 398 385	184 077 967	75 320 418
Transferts courants	15 000 000	0	0	0	15 000 000	15 000 000	0	15 000 000	100	15 000 000	15 000 000	100	15 000 000	15 000 000	0
Investissements exécutés par l'état	2 928 000 000	486 000 000	0	0	3 414 000 000	1 126 737 734	2 287 262 266	1 073 737 734	31	415 285 387	415 285 387	12	342 344 180	283 942 180	58 402 000
Transfert en capital	3 710 000 000	664 000 000	0	0	4 374 000 000	3 360 000 000	1 014 000 000	3 360 000 000	77	3 360 000 000	3 360 000 000	77	3 360 000 000	3 360 000 000	0
47 - Ministère de l'Industrie des Mines	0	0	829 292 755	0	829 292 755	0	829 292 755	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses de fonctionnement	0	0	14 214 739	0	14 214 739	0	14 214 739	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts courants	0	0	82 866 250	0	82 866 250	0	82 866 250	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissements exécutés par l'état	0	0	687 211 766	0	687 211 766	0	687 211 766	0	0	0	0	0	0	0	0
Transfert en capital	0	0	45 000 000	0	45 000 000	0	45 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
49 - Ministère du Tourisme et des Transports Aériens	874 294 000	1 084 032 000	7 075 865	29 736 953	1 995 138 818	1 168 542 668	826 596 150	1 130 088 816	57	1 076 345 854	1 076 060 854	54	1 065 651 407	961 946 817	103 704 590
Dépenses de fonctionnement	186 417 000	23 032 000	7 075 865	0	216 524 865	195 301 012	21 223 853	193 127 462	89	170 882 751	170 732 751	79	169 260 140	117 002 709	52 257 431
Transferts courants	43 877 000	711 000 000	0	0	754 877 000	275 339 500	479 537 500	275 339 500	36	275 339 500	275 339 500	36	273 370 000	273 370 000	0
Investissements exécutés par l'état	494 000 000	0	0	29 736 953	523 736 953	347 902 156	175 834 797	311 621 854	59	280 123 603	279 988 603	53	273 021 267	221 574 108	51 447 159
Transfert en capital	150 000 000	350 000 000	0	0	500 000 000	350 000 000	150 000 000	350 000 000	70	350 000 000	350 000 000	70	350 000 000	350 000 000	0
50 - Ministère de l'Education Nationale	146 144 241 000	1 800 000 000	1 284 757 750	2 428 363 008	151 657 361 758	120 474 232 730	31 183 129 028	120 302 388 544	79	91 428 273 528	91 232 143 145	60	83 865 172 431	70 206 852 492	13 658 319 939
Dépenses de fonctionnement	120 482 836 000	1 800 000 000	241 661 000	0	122 524 497 000	108 295 485 520	14 229 011 480	108 131 772 334	17	82 352 100 607	82 155 970 224	67	74 884 269 207	61 883 671 856	13 000 597 351
Transferts courants	2 017 405 000	0	0	0	2 017 405 000	1 784 150 480	233 254 520	1 784 150 480	88	1 784 150 480	1 784 150 480	88	1 782 150 480	1 782 150 480	0
Investissements exécutés par l'état	18 483 000 000	-15 000 000	1 043 096 750	2 428 363 008	21 939 459 758	5 403 844 345	16 535 615 413	5 395 713 345	25	2 301 270 056	2 301 270 056	10	2 208 000 359	1 550 277 771	657 722 588

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises


**ANNEXE 4 : SITUATION PROVISoire D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR
SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)**
GESTION :**2013****MOIS :****09-2013**

à la date du 30/09/13

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(14=12-15)
Transfert en capital	5 161 000 000	15 000 000	0	0	5 176 000 000	4 990 752 385	185 247 615	4 990 752 385	96	4 990 752 385	4 990 752 385	96	4 990 752 385	4 990 752 385	0
52 - Ministère des Sports et de la Vie Associative	4 644 515 000	260 000 000	584 100 095	0	5 488 615 095	3 551 584 710	1 937 030 385	2 800 333 582	51	1 872 991 327	1 849 504 636	34	1 771 058 625	1 421 099 929	349 958 696
Dépenses de fonctionnement	1 894 240 000	271 900 000	484 100 095	0	2 650 240 095	2 152 591 896	497 648 199	1 477 784 585	55	1 320 248 575	1 296 761 884	49	1 233 042 273	1 102 129 366	130 912 907
Transferts courants	500 275 000	-71 900 000	0	0	428 375 000	276 350 000	152 025 000	276 350 000	65	276 350 000	276 350 000	65	276 350 000	246 350 000	30 000 000
Investissements exécutés par l'état	2 250 000 000	60 000 000	100 000 000	0	2 410 000 000	1 122 642 814	1 287 357 186	1 046 198 997	43	276 392 752	276 392 752	11	261 666 352	72 620 563	189 045 789
53 - Ministère de la Culture et du Patrimoine	5 979 773 000	3 727 000	0	151 166 090	6 134 666 090	4 984 461 335	1 150 204 755	4 937 860 545	80	4 894 231 093	4 890 881 769	80	4 870 614 091	4 740 979 354	129 634 737
Dépenses de fonctionnement	457 367 000	3 727 000	0	0	461 094 000	384 361 107	76 732 893	364 433 627	79	320 804 175	317 454 851	69	297 187 173	171 051 356	126 135 817
Transferts courants	3 522 406 000	0	0	0	3 522 406 000	3 389 816 250	132 589 750	3 389 816 250	96	3 389 816 250	3 389 816 250	96	3 389 816 250	3 389 816 250	0
Investissements exécutés par l'état	672 000 000	0	0	151 166 090	823 166 090	56 733 138	766 432 952	30 059 828	4	30 059 828	30 059 828	4	30 059 828	26 560 908	3 498 920
Transfert en capital	1 328 000 000	0	0	0	1 328 000 000	1 153 550 840	174 449 160	1 153 550 840	87	1 153 550 840	1 153 550 840	87	1 153 550 840	1 153 550 840	0
54 - Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	68 341 930 000	-4 500 000 000	1 000 000 000	1 617 209 430	66 459 139 430	42 093 363 963	24 365 775 467	41 526 019 388	62	35 862 139 793	35 820 065 022	54	35 345 141 867	32 806 114 101	2 539 027 766
Dépenses de fonctionnement	10 235 685 000	0	0	0	10 235 685 000	7 290 491 539	2 945 193 461	6 782 916 206	66	4 884 645 357	4 842 570 586	47	4 545 808 832	3 662 632 585	883 176 247
Transferts courants	27 556 245 000	0	0	0	27 556 245 000	21 473 098 603	6 083 146 397	21 473 098 603	78	21 473 098 603	21 473 098 603	78	21 448 998 603	21 169 784 693	279 213 910
Investissements exécutés par l'état	16 788 000 000	250 000 000	0	1 617 209 430	18 655 209 430	10 467 773 821	8 187 435 609	10 408 004 579	56	6 642 395 833	6 642 395 833	36	6 488 334 432	5 111 696 823	1 376 637 609
Transfert en capital	13 762 000 000	-4 750 000 000	1 000 000 000	0	10 012 000 000	2 862 000 000	7 150 000 000	2 862 000 000	29	2 862 000 000	2 862 000 000	29	2 862 000 000	2 862 000 000	0
55 - Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la promotion des	2 968 212 000	0	0	3 000 000	2 971 212 000	2 663 894 305	307 317 695	2 528 938 615	85	2 142 759 440	2 122 295 381	71	2 027 774 864	1 885 576 020	142 198 844
Dépenses de fonctionnement	674 267 000	0	0	0	674 267 000	544 005 885	130 261 115	543 082 175	68	375 771 352	372 273 140	55	350 351 421	244 831 008	105 520 413
Transferts courants	1 048 945 000	0	0	0	1 048 945 000	1 048 805 000	140 000	1 048 805 000	100	1 048 805 000	1 048 805 000	100	1 048 805 000	1 048 805 000	0
Investissements exécutés par l'état	820 000 000	0	0	3 000 000	823 000 000	646 083 420	176 916 580	512 051 440	62	293 183 088	276 217 241	34	203 618 443	166 940 012	36 678 431
Transfert en capital	425 000 000	0	0	0	425 000 000	425 000 000	0	425 000 000	100	425 000 000	425 000 000	100	425 000 000	425 000 000	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises


**ANNEXE 4 : SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR
SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)**
GESTION :**2013****MOIS :****09-2013**

à la date du 30/09/13

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(14=12-15)
56 - Ministère de l'Environnement et du développement durable	10 358 509 000	0	100 000 000	307 606 937	10 766 115 937	6 919 643 568	3 846 472 369	6 799 362 782	63	5 749 509 697	5 743 047 789	53	5 419 929 433	4 793 394 670	626 534 763
Dépenses de fonctionnement	3 257 219 000	0	0	0	3 257 219 000	2 044 274 589	1 212 944 411	2 025 960 881	62	1 656 800 412	1 650 338 504	51	1 463 778 200	1 213 927 209	249 850 991
Transferts courants	751 290 000	0	0	0	751 290 000	577 217 500	174 072 500	577 217 500	77	577 217 500	577 217 500	77	577 217 500	577 217 500	0
Investissements exécutés par l'état	4 128 000 000	0	100 000 000	307 606 937	4 535 606 937	2 476 401 479	2 059 205 458	2 374 434 401	52	1 693 741 785	1 693 741 785	37	1 557 183 733	1 180 499 961	376 683 772
Transfert en capital	2 222 000 000	0	0	0	2 222 000 000	1 821 750 000	400 250 000	1 821 750 000	82	1 821 750 000	1 821 750 000	82	1 821 750 000	1 821 750 000	0
58 - Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfance	8 993 312 000	38 000 000	1 500 000 000	913 062 500	11 444 374 500	8 097 403 253	3 346 971 247	7 767 753 989	68	6 738 418 750	6 666 434 679	58	6 582 801 133	5 701 571 214	881 229 919
Dépenses de fonctionnement	973 818 000	0	0	0	973 818 000	698 387 322	275 430 678	690 281 171	71	559 479 556	547 061 856	56	490 101 994	311 216 627	178 885 367
Transferts courants	1 058 494 000	38 000 000	0	0	1 096 494 000	1 008 064 000	88 430 000	744 064 000	68	744 064 000	744 064 000	68	744 064 000	744 064 000	0
Investissements exécutés par l'état	4 229 000 000	0	0	913 062 500	5 142 062 500	2 212 951 931	2 929 110 569	2 155 408 818	42	1 256 875 194	1 197 308 823	23	1 170 635 139	468 290 587	702 344 552
Transfert en capital	2 732 000 000	0	1 500 000 000	0	4 232 000 000	4 178 000 000	54 000 000	4 178 000 000	99	4 178 000 000	4 178 000 000	99	4 178 000 000	4 178 000 000	0
59 - Ministère de la formation professionnelle, de l'apprentissage et	16 111 543 000	0	3 000 000 000	1 890 000 000	21 001 543 000	10 789 569 333	10 211 973 667	10 773 142 848	51	9 172 104 053	9 165 401 553	44	8 755 660 883	7 498 139 331	1 257 521 552
Dépenses de fonctionnement	7 410 858 000	0	0	0	7 410 858 000	5 547 032 793	1 863 825 207	5 531 950 436	35	5 188 143 933	5 181 441 433	70	4 851 380 254	3 715 542 307	1 135 837 947
Transferts courants	1 276 685 000	0	0	0	1 276 685 000	1 206 121 200	70 563 800	1 206 121 200	94	1 206 121 200	1 206 121 200	94	1 206 121 200	1 191 182 700	14 938 500
Investissements exécutés par l'état	3 672 000 000	0	0	645 000 000	4 317 000 000	1 631 504 887	2 685 495 113	1 630 160 759	38	372 928 467	372 928 467	9	293 248 976	186 503 871	106 745 105
Transfert en capital	3 752 000 000	0	3 000 000 000	1 245 000 000	7 997 000 000	2 404 910 453	5 592 089 547	2 404 910 453	30	2 404 910 453	2 404 910 453	30	2 404 910 453	2 404 910 453	0
60 - Charges non Réparties	216 419 925 729	40 397 127 000	-41 344 989 734	0	215 472 062 995	151 956 595 797	63 515 467 198	151 542 047 791	70	144 992 263 727	144 711 217 220	67	142 211 276 393	140 760 547 593	1 450 728 800
Dépenses de fonctionnement	120 849 713 479	10 881 916 000	-40 415 172 734	0	91 316 456 745	72 065 545 607	19 250 911 138	71 673 651 045	78	65 123 866 981	64 842 820 474	71	62 349 179 647	61 306 884 407	1 042 295 240
Transferts courants	95 570 212 250	28 000 000 000	0	0	123 570 212 250	79 891 050 190	43 679 162 060	79 868 396 746	65	79 868 396 746	79 868 396 746	65	79 862 096 746	79 453 663 186	408 433 560
Investissements exécutés par l'état	0	1 515 211 000	-929 817 000	0	585 394 000	0	585 394 000	0	0	0	0	0	0	0	0
61 - Ministère du Plan	0	0	760 829 471	0	760 829 471	0	760 829 471	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses de fonctionnement	0	0	26 781 284	0	26 781 284	0	26 781 284	0	0	0	0	0	0	0	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises


**ANNEXE 4 : SITUATION PROVISoire D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR
SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)**
GESTION :**2013****MOIS :****09-2013**

à la date du 30/09/13

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(14=12-15)
Transferts courants		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissements exécutés par l'état		0	0	559 210 868	0	559 210 868	0	559 210 868	0	0	0	0	0	0	0
Transfert en capital		0	0	174 837 319	0	174 837 319	0	174 837 319	0	0	0	0	0	0	0
62 - Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	6 384 307 000	250 000 000	0	495 761 264	7 130 068 264	4 270 374 830	2 859 693 434	4 225 016 550	59	3 315 208 519	3 304 434 845	46	3 246 951 382	2 658 286 826	588 664 556
Dépenses de fonctionnement	579 711 000	0	0	0	579 711 000	501 221 037	78 489 963	496 019 882	86	401 669 516	397 884 884	69	380 731 345	304 568 837	76 162 508
Transferts courants	204 596 000	0	0	0	204 596 000	204 596 000	0	204 596 000	100	204 596 000	204 596 000	100	204 596 000	204 596 000	0
Investissements exécutés par l'état	4 165 000 000	250 000 000	0	445 761 264	4 860 761 264	2 079 557 793	2 781 203 471	2 039 400 668	42	1 223 943 003	1 216 953 961	25	1 176 624 037	664 121 989	512 502 048
Transfert en capital	1 435 000 000	0	0	50 000 000	1 485 000 000	1 485 000 000	0	1 485 000 000	100	1 485 000 000	1 485 000 000	100	1 485 000 000	1 485 000 000	0
63 - Ministère de la Communication et de l'Economie Numérique	4 824 654 000	0	1 755 957 000	11 000 000	6 591 611 000	5 469 941 972	1 121 669 028	5 452 322 592	83	5 261 260 905	5 259 174 665	80	5 230 953 485	5 014 265 352	216 688 133
Dépenses de fonctionnement	588 284 000	0	0	0	588 284 000	492 259 908	96 024 092	474 640 528	81	371 912 566	369 826 326	63	359 173 326	223 770 568	135 402 758
Transferts courants	921 370 000	0	100 000 000	0	1 021 370 000	1 021 370 000	0	1 021 370 000	100	1 021 370 000	1 021 370 000	100	1 021 370 000	1 021 370 000	0
Investissements exécutés par l'état	565 000 000	0	0	11 000 000	576 000 000	350 355 064	225 644 936	350 355 064	61	262 021 339	262 021 339	45	244 453 159	163 167 784	81 285 375
Transfert en capital	2 750 000 000	0	1 655 957 000	0	4 405 957 000	3 605 957 000	800 000 000	3 605 957 000	82	3 605 957 000	3 605 957 000	82	3 605 957 000	3 605 957 000	0
65 - Ministère de l'Aménagement du Territoire et des Collectivités Locales	38 644 711 000	0	0	0	38 644 711 000	37 017 573 018	1 627 137 982	37 002 172 628	96	36 671 923 672	36 643 209 352	95	36 588 891 434	36 359 746 279	229 145 155
Dépenses de fonctionnement	400 410 000	0	0	0	400 410 000	345 788 894	54 621 106	341 348 933	85	293 795 567	283 888 706	71	270 475 897	205 383 933	65 091 964
Transferts courants	18 326 301 000	0	0	0	18 326 301 000	18 311 300 998	15 000 002	18 311 300 998	100	18 311 300 998	18 311 300 998	100	18 279 967 665	18 279 967 665	0
Investissements exécutés par l'état	990 000 000	0	0	0	990 000 000	769 483 126	220 516 874	758 522 697	77	475 827 107	457 019 648	46	447 447 872	283 394 681	164 053 191
Transfert en capital	18 928 000 000	0	0	0	18 928 000 000	17 591 000 000	1 337 000 000	17 591 000 000	93	17 591 000 000	17 591 000 000	93	17 591 000 000	17 591 000 000	0
68 - Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement	25 498 430 000	301 544 000	-7 037 359 132	1 152 054 495	19 914 669 363	14 863 553 224	5 051 116 139	14 827 912 454	74	12 186 204 959	12 185 358 479	61	12 044 973 436	10 970 026 380	1 074 947 056
Dépenses de fonctionnement	249 808 000	0	0	0	249 808 000	227 458 568	22 349 432	227 458 568	91	203 867 890	203 021 410	81	192 119 844	118 044 111	74 075 733

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises


**ANNEXE 4 : SITUATION PROVISoire D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR
SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)**
GESTION :**2013****MOIS :****09-2013**

à la date du 30/09/13

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(14=12-15)
Transferts courants	248 622 000	0	73 200 000	0	321 822 000	321 822 000	0	321 822 000	100	321 822 000	321 822 000	100	321 822 000	321 822 000	0
Investissements exécutés par l'état	7 047 000 000	300 000 000	0	1 152 054 495	8 499 054 495	4 971 831 788	3 527 222 707	4 936 191 018	58	2 318 074 201	2 318 074 201	27	2 188 590 724	1 187 719 401	1 000 871 323
Transfert en capital	17 953 000 000	1 544 000	-7 110 559 132	0	10 843 984 868	9 342 440 868	1 501 544 000	9 342 440 868	86	9 342 440 868	9 342 440 868	86	9 342 440 868	9 342 440 868	0
75 - Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche	93 828 744 000	350 000 000	8 606 400 000	48 530 072	102 833 674 072	92 633 641 386	10 200 032 686	91 953 291 386	89	91 462 488 179	91 462 488 179	89	91 431 099 803	90 240 470 309	1 190 629 494
Dépenses de fonctionnement	2 991 286 000	0	100 000 000	0	3 091 286 000	1 294 701 195	1 796 584 805	704 351 195	16	478 012 986	478 012 986	15	475 809 010	337 843 036	137 965 974
Transferts courants	80 933 458 000	350 000 000	2 006 400 000	0	83 289 858 000	82 221 848 717	1 068 009 283	82 131 848 717	99	82 131 848 717	82 131 848 717	99	82 103 948 717	81 094 148 717	1 009 800 000
Investissements exécutés par l'état	2 027 000 000	-1 160 000 000	0	48 530 072	915 530 072	317 091 474	598 438 598	317 091 474	35	52 626 476	52 626 476	6	51 342 076	8 478 556	42 863 520
Transfert en capital	7 877 000 000	1 160 000 000	6 500 000 000	0	15 537 000 000	8 800 000 000	6 737 000 000	8 800 000 000	57	8 800 000 000	8 800 000 000	57	8 800 000 000	8 800 000 000	0
80 - Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance et des Relations	75 000 000	0	542 077 834	0	617 077 834	172 226 344	444 851 490	137 807 880	22	126 865 746	126 595 746	21	107 872 581	52 967 219	54 905 362
Dépenses de fonctionnement	75 000 000	0	73 979	0	75 073 979	26 596 114	48 477 865	15 180 259	20	11 681 020	11 411 020	15	11 411 020	1 150 000	10 261 020
Investissements exécutés par l'état	0	0	542 003 855	0	542 003 855	145 630 230	396 373 625	122 627 621	23	115 184 726	115 184 726	21	96 461 561	51 817 219	44 644 342
81 - Ministère de la Restructuration et de l'Aménagement des zones	3 904 000 000	8 032 600 000	11 830 000 000	0	23 766 600 000	16 627 928 259	7 138 671 741	16 627 928 259	70	16 606 717 477	16 600 239 097	70	16 599 002 752	16 590 057 042	8 945 710
Dépenses de fonctionnement	90 000 000	0	0	0	90 000 000	65 928 259	24 071 741	65 928 259	73	44 717 477	38 239 097	42	37 002 752	28 057 042	8 945 710
Transferts courants	14 000 000	0	0	0	14 000 000	0	14 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Transfert en capital	3 800 000 000	8 032 600 000	11 830 000 000	0	23 662 600 000	16 562 000 000	7 100 600 000	16 562 000 000	70	16 562 000 000	16 562 000 000	70	16 562 000 000	16 562 000 000	0
82 - Ministère de la Promotion des Investissements et des Partenariats	0	0	5 847 979 630	0	5 847 979 630	0	5 847 979 630	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses de fonctionnement	0	0	19 728 600	0	19 728 600	0	19 728 600	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts courants	0	0	1 339 858 250	0	1 339 858 250	0	1 339 858 250	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissements exécutés par l'état	0	0	263 392 780	0	263 392 780	0	263 392 780	0	0	0	0	0	0	0	0
Transfert en capital	0	0	4 225 000 000	0	4 225 000 000	0	4 225 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



**ANNEXE 4 : SITUATION PROVISoire D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR
SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)**

GESTION : 2013

MOIS : 09-2013

à la date du 30/09/13

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	LFI (1)	Variation LFR (2)	Virements ou ouvertures de crédits (3)	Reports de crédits (4)	Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4)	Crédits Réservés (6)	Disponible (7=5-6)	Total Engagé (8)	Taux (8= (9/5)* 100	Montant Liquidé (10)	Montant Ordonné (11)	Taux (12= (11/5)*1 00	Montant Pris en charge (13)	Montant Payé (14)	Reste à Payer (14=12-15)
Totaux (1)	1 145 600 000 000	73 800 000 000	6 739 210 264	25 765 000 000	1 251 904 210 264	925 929 282 582	325 974 927 682	915 108 498 139	73	820 975 256 339	819 043 938 589	65	801 258 050 713	753 210 029 455	48 048 021 258

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises